

## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois d'octobre 2021 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **octobre 2021**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

## Ouvrages

- AZAN Wilfrid et CAVALIER Georges (dir.), *Des systèmes d'information aux blockchains. Convergences en sciences juridiques et fiscales, économiques et de gestion*, Bruylant, coll. Droit & Economie, (août) 2021, 506 p.

*Une blockchain est un registre, une grande base de données partagée simultanément avec tous ses utilisateurs, également détenteurs de ce registre, et qui ont la capacité d'y inscrire des données, selon des règles spécifiques fixées par un protocole informatique sécurisé grâce à la cryptographie.*

*Au travers de près de 20 contributions tant en langue française qu'en langue anglaise, cet ouvrage analyse l'impact des technologies en forte croissance en termes de transformations et les modifications disciplinaires qui en résultent. En effet, les systèmes d'information possèdent un potentiel disruptif impressionnant, en tant que fait social total, notamment en matière financière.*

*La blockchain pourrait-elle s'analyser en un véritable «système», multilatéral mais non centralisé ? D'un point de vue méthodologique, les travaux sont allés au-delà d'une simple pluridisciplinarité, chacun essayant d'adopter le regard de l'autre. Il fallait aussi bien circonscrire l'objet de l'étude, ce qui a été proposé à travers un cas pratique dans l'industrie du logiciel. Les auteurs démontrent que les applications technologiques de la blockchain convergent autour de principes. Des principes d'information permettent de revisiter le contrat en lui adjoignant les propriétés des smart contracts, le rôle de l'agence et en incitant à compléter la théorie économique d'essence contractualiste. L'impact sociétal à travers la notion de commun a aussi permis une réflexion fondamentale. Une catégorisation des parties prenantes autour de la blockchain traduit cette quête de convergence qui s'est ensuite focalisée sur son application dans la transformation de l'entreprise. La gestion et le modèle économique de certaines activités juridiques et fiscales d'entreprises d'avocats, actives dans le domaine du rapprochement d'entreprises participe de ce constat. Le design d'un cadre conceptuel général pour insérer la fiscalité de la blockchain est abordé, en s'appuyant sur les travaux fondamentaux de Von Hayek. Des interrogations philosophiques et des perspectives comparatistes ont conforté des premières conclusions de convergence, dans les méthodes de recherche, la qualification de la blockchain, les économies informationnelles et organisationnelles, tout en soulignant l'incomplétude des règles – notamment fiscales, d'appréhension de la valeur. L'autonomie du droit fiscal et le silence du législateur fiscal en matière de blockchain sont des freins à l'adoption massive de la blockchain en matière fiscale. Cela conduit à la création de nouveaux modèles d'organisation, de rapport à l'impôt, adaptés à de nouvelles matérialités, à une redéfinition de la valeur travail, du droit souple ou non, qui s'inscrivent dans le concept général de «nouvelles méthodes de travail» et de nouvelles règles fiscales pour appréhender de nouveaux cyberisques. [présentation de l'éditeur]*

- Conseil d'Etat, *La fiscalité internationale à réinventer ?*, Doc. Française, coll. Droits et Débats (octobre) 2021, 172 p.

*Depuis une dizaine d'années, la fiscalité internationale retient l'attention croissante des gouvernements, des médias et des organisations non gouvernementales. À la suite de la crise financière de 2007-2008 et des sommets du G20 de 2009 et 2012, la lutte contre les « paradis fiscaux » s'est élargie à une approche plus globale qui vise à repenser les règles de la fiscalité internationale face aux phénomènes d'optimisation fiscale des entreprises, dans le double contexte de la mondialisation et de la nouvelle économie du numérique.*

*Dès lors, il apparaît utile de revenir sur le développement de ces nouvelles règles qui entrent progressivement en vigueur, et de s'interroger sur leur impact et sur leur efficacité. Le colloque du 30 novembre 2018 examine toutes ces questions. La première table ronde traite de la gouvernance de la fiscalité internationale, notamment à travers le rôle renouvelé des organisations supranationales (ONU, OCDE) dans l'élaboration de nouveaux « instruments multilatéraux » destinés à promouvoir plus rapidement l'intégration de nouvelles normes. La deuxième table ronde étudie l'adaptation des standards du droit fiscal international à une économie mondialisée et transformée par le numérique où les notions, toujours en débat, de résidence fiscale et d'établissement stable montrent leurs limites dans la taxation des entreprises du numérique. Enfin, la troisième table ronde analyse la diversification des règles anti-évasion destinées à enrichir les normes nationales, européennes et internationales de dispositifs « anti-abus » en accord avec les règles existantes. Ceci, parallèlement à une exigence croissante de transparence envers les contribuables et à un renforcement des échanges automatiques de données fiscales entre administrations.*

*Cet ouvrage rassemble les contributions de nombreux spécialistes des questions fiscales internationales, et offre une analyse actuelle et concrète pour repenser les règles de la fiscalité internationale à l'heure de la mondialisation et du développement de l'économie numérique. [présentation de l'éditeur]*

- ROEMER Florent, *Contentieux fiscal*, Bruylant, coll. Paradigme-Manuels, 6<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2021, 130 p.

- SCHMITT Sylvie, *Le droit fiscal italien de crise*, Bruylant, coll. Finances publiques, (octobre) 2021, 338 p.

*La crise financière de 2008 a déstabilisé l'économie italienne et creusé le déficit public. Sous la pression de l'Union européenne et de l'urgence économique, l'Italie a été contrainte d'augmenter la pression fiscale. L'insertion du principe d'équilibre budgétaire dans la Constitution, en 2012, a contribué à légitimer la nouvelle orientation de la politique fiscale.*

*Le système fiscal italien est ainsi confronté à des réformes qui, sans être fondamentalement importantes, s'inscrivent dans le cadre d'un droit d'exception. Le droit fiscal de crise est en effet exceptionnel tant par son contenu (lorsque le législateur aménage des régimes spéciaux) que par sa forme (lorsque les normes adoptées sont l'oeuvre du législateur délégué). Or, le système fiscal fonctionne comme un organisme vivant, à la fois résistant aux changements et évolutif. Cet équilibre entre les contraires, essentiel à sa survie, est maintenu par la Cour constitutionnelle, qui tente de préserver la cohérence du système fiscal sans sacrifier l'intérêt financier de l'État.*

*L'ouvrage propose une double analyse des conséquences de la crise sur le système fiscal. Il s'agit en premier lieu de l'analyse interne d'un système vivant, fonctionnant selon les modèles tirés de la théorie générale des systèmes. Il ressort de cet examen que l'évolution du droit ne dépend pas exclusivement de la volonté du législateur mais aussi de la capacité d'une nouvelle norme à s'insérer dans un système unifié et cohérent. En second lieu, l'analyse porte sur la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Impuissante à arrêter l'évolution inéluctable du système fiscal, la Cour veille néanmoins à lui garder son identité et, au-delà, à garder l'identité de l'État social italien. [présentation de l'éditeur]*

A signaler aussi :

- CALMETTE Jean-François, *Les autoroutes, une affaire d'Etat*, LGDJ, coll. Systèmes, (octobre) 2021, 192 p.

## Articles

### A signaler

- Dossier « La Revue a cent ans », *Gestion & Finances publiques*, 2021, n° 5
- Dossier « Datavisualisation », *Gestion & Finances publiques*, 2021, n° 5
- Dossier « Le pacte Dutreil-transmission », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

- ARNAUD-EMERY Alexandra, « Nouvelle dynamique pour le lease-back », *JCP, éd. N*, 2021 (15 octobre 2021, n° 41), n° 1300

- BAILLY Xavier et PEZZIARDI André, « Le potentiel de l'approche cartographique et de la réflexion spatiale dans l'analyse des finances locales : les juridictions financières mobilisent des méthodes et outils innovants », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 48

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, GAULLIER-CAMUS Florent, HOUSER Matthieu, SINNASSAMY Christophe, TERRASSE Yves et DEGRON Robin « Repères sur la gestion et les finances publiques. Juillet 2021 », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 85

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, GAULLIER-CAMUS Florent, HOUSER Matthieu, SINNASSAMY Christophe, TERRASSE Yves et DEGRON Robin « Repères sur la gestion et les finances publiques. Août 2021 », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 97

- BENOÎT Anne et PERAIS Zaccharie, « Les contours de la nécessité d'une transposition effective » (note sous CAA Versailles, 22 juin 2021, avec les concl. F. MET), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 383

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043703622?init=true&page=1&query=19ve02644&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043703622?init=true&page=1&query=19ve02644&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BODA Jean-Sébastien, « Montant de la redevance d'occupation réclamée à l'exploitant d'un réseau de communications électroniques bénéficiant d'un droit de passage » (note sous CAA Versailles, 25 mai 2021, avec les concl. C. GROSSHOLZ), *JCP, éd. A*, 2021 (18 octobre 2021, n° 42), n° 2310

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043534312?init=true&page=1&query=20ve00702&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043534312?init=true&page=1&query=20ve00702&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Possibilité pour l'administration d'utiliser dans le cadre d'un ESFP des documents obtenus lors d'une vérification de comptabilité » (CE, 4 juin 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 398

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043605988?init=true&page=1&query=430897&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043605988?init=true&page=1&query=430897&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Sommes versées par un commettant pour compenser un impôt non déductible dû par son commissionnaire : rémunération imposable et non indemnité réparatrice d'un préjudice » (concl. sur CE, 20 avril 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 389

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411132?init=true&page=1&query=430561&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411132?init=true&page=1&query=430561&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BRIARD François-Henri, « La rédaction des moyens devant le juge fiscal en vue du pourvoi en cassation », *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 404

- BUCHET Maxime, « Le nantissement à l'épreuve du sursis d'imposition et de l'abus de droit ou la prise en compte de la réalité économique » (note sous CE, 28 mai 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 390

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587821?init=true&page=1&query=442711&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043587821?init=true&page=1&query=442711&searchField=ALL&tab_selection=all)

- CALMETTE Jean-François et GAULLIER-CAMUS Florent, « La responsabilité des gestionnaires publics (suite) », *JCP. A*, 2021 (25 octobre 2021, n° 43), act. 624

- CATHERINE Mathieu et STERDYNIAK Henri, « Towards new fiscal rules in the euro area ? », *FMM 25<sup>th</sup> Conference*, October

- CAVALIER Georges, « L'imposition des opérations sur crypto-actifs », in « La TVA intracommunautaire à l'ère numérique », *REIDF*, 2021, p. 347

- CAVALIER Georges, « L'entreprise élargie en droit fiscal », in *L'entreprise élargie, contribution de la RSE à la construction d'un concept*, Mare & Martin, 2021, p. 157

- CAVALIER Georges et GREGGI Marco, « Blockchain, Cryptos, and Von Hayek's Theory on Concurrent Currencies: Tax Implications in France and Italy », in *Des systèmes d'information aux blockchains - Convergence en sciences juridiques et fiscales, économiques et de gestion*, Larcier Bruylant, 2021

- CÉNAC Pierre et PEYROUX Cécile, « Le pacte Dutreil : la maîtrise des engagements collectifs de conservation à la lumière de la nouvelle doctrine administrative », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● CHATAIN Lise, « L'impensé de la taxation des pensions alimentaires » (note sous CE, 5 juillet 2021, avec les concl. M.-G. MERLOZ), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 381

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043763561?init=true&page=1&query=434517&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043763561?init=true&page=1&query=434517&searchField=ALL&tab_selection=all)

● CHOQUET Maud et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2021, p. 1973

● CIAVALDINI Karin, « Pénalité en cas de facture falsifiée : inapplicable en cas de paiement à un tiers et non au fournisseur mentionné à juste titre sur la facture » (concl. sur CE, 11 mai 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 400

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496041?init=true&page=1&query=437637&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496041?init=true&page=1&query=437637&searchField=ALL&tab_selection=all)

● CIAVALDINI Karin, « TFPB : procédure de contrôle et procédure de redressement, deux étapes à ne pas confondre » (concl. sur CE, 31 mars 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 399

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043316300?init=true&page=1&query=437536&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043316300?init=true&page=1&query=437536&searchField=ALL&tab_selection=all)

● CIAVALDINI Karin, « Exclusion des terrains de camping du champ d'application de l'amortissement dégressif » (concl. sur CE, 4 novembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 395

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042499877?init=true&page=1&query=440470&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042499877?init=true&page=1&query=440470&searchField=ALL&tab_selection=all)

● COSSON Bertrand, « Point et actualités sur la fiscalité des plus-values immobilières en France des non-résidents », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● CYTERMANN Laurent, « Intérêts moratoires : le caractère régulier de la réclamation s'apprécie à la date du dégrèvement » (concl. sur CE, 11 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 401

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042659648?init=true&page=1&query=433899&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042659648?init=true&page=1&query=433899&searchField=ALL&tab_selection=all)

● DELEU Carine, « Précisions sur la notion de « livre » pour l'application du taux réduit » (note sous CE, 16 juillet 2021, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 397

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043799742?init=true&page=1&query=437681&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043799742?init=true&page=1&query=437681&searchField=ALL&tab_selection=all)

● DETRAZ Stéphane, « De la portée de la compétence fiscale du juge pénal en matière de contributions indirectes », *Rev. sc. crim.*, 2021, n° 3, p. 649

● Dossier « La Revue a cent ans », *Gestion & Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 5 : avec les contributions de Danièle LAMARQUE et Michel Le CLAINCHE

● DORISON Sophie et DELABY Emmanuel, « L'influence de la conclusion du pacte Dutreil sur la structuration du groupe et les restructurations ultérieures », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● DOUET Frédéric, « Traitement fiscal des prestation en nature et quotient familial » (note sous CE, 5 juillet 2021), *Droit de la famille*, 2021, n° 10, p. 48

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043763561?init=true&page=1&query=434517&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043763561?init=true&page=1&query=434517&searchField=ALL&tab_selection=all)

● DUDOGNON Charles, « TVA et redevance de concession d'un droit incorporel d'organisation » (note sous CE, 25 mars 2021), *Jurisport*, n° 223, octobre 2021, p. 34

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043294566?init=true&page=1&query=438050&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043294566?init=true&page=1&query=438050&searchField=ALL&tab_selection=all)

● FONGARO Eric, « Successions internationales : le prélèvement nouveau est arrivé ! », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● FOUQUET Olivier, « Quel avenir pour l'amortissement du fonds commercial des petites entreprises ? » (note sous CE, avis, 8 septembre 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 382 ; *JCP*, éd. E, 2021 (21 octobre 2021, n° 42), n° 1471

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000044043443?init=true&page=1&query=453458&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000044043443?init=true&page=1&query=453458&searchField=ALL&tab_selection=all)

● GONZALEZ GHARBI Neyla, « Lutte contre l'artificialisation des sols : qui paiera la facture fiscale ? », *Construction-Urbanisme*, 2021, n° 10, p. 1

● GROSSHOLZ Caroline, « Montant de la redevance d'occupation réclamée à l'exploitant d'un réseau de communications électroniques bénéficiant d'un droit de passage » (concl. sur CAA Versailles, 25 mai 2021, avec note J.-S. BODA), *JCP*, éd. A, 2021 (18 octobre 2021, n° 42), n° 2310

● GUIBÉ Céline, « Réduction d'impôt en cas d'investissement immobilier Outre-mer dit« Girardin » : double condition de souscription d'un engagement préalable de location et d'une location effective du bien nu » (concl. sur CE, 19 mai 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 388

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043518302?init=true&page=1&query=432556&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043518302?init=true&page=1&query=432556&searchField=ALL&tab_selection=all)

● HANNOTIN Guillaume, « Les pouvoirs d'enquête et de contrôle de l'administration passés au crible du Conseil d'Etat », *JCP*, éd. G, 2021 (25 octobre 2021, n° 43), p. 43

● HAUGEL Jean-Baptiste, « Emprunts toxiques des collectivités locales : retour sur les conditions de mise en œuvre de la nullité et du réputé non écrit » (note sous Cass. com., 8 avril 2021), *JCP*, éd. E, 2021 (28 octobre 2021, n° 43-44), n° 1475

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043401240?init=true&page=1&query=19-17.997&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043401240?init=true&page=1&query=19-17.997&searchField=ALL&tab_selection=all)



- HOUSER Matthieu, « Les enjeux de la datavisualisation : de l'approche statique à l'analyse dynamique en finances locales », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 34
- HOUSER Matthieu, « Ressources locales : fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée », *Encyclopédie Dalloz Collectivités territoriales*, chap. n° 7950
- JAMBORT Sébastien, « perquisition fiscale et secret fiscal », *Revue des sociétés*, 2021, n° 10, p. 604
- JANORAY Olivier et DELSOL Jean-Eudes, « Management package : quand le Conseil d'État crée essentiellement de l'insécurité fiscale », *La revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 10, p. 30
- KORNPORST Emmanuel, « TVA sur marge : arrêt de la CJUE en réponse à deux questions préjudicielles » (note sous CJUE, 30 septembre 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 405

► Lien vers l'arrêt :

<https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=926EB071FE69493F2EC3BD42335BB8B7?text=&docid=246787&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=39016766>

- LAHOVAZI Mehdi et MEURANT Cédric, « Les subventions déguisées » (note sous CAA Lyon, 6 mai 2021, M. Danthony), *AJDA*, 2021, p. 1925
- LASSALLE Maxime, « Fin de la saga *Luxleaks* devant la CEDH : vers un nouveau critère conditionnant la protection des lanceurs d'alerte », *D.* 2021, p. 1901
- LASSUS Stéphane (de) et LANDRU Julia, « Mini abus de droit et organisation patrimoniale », *La revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 10, p. 25
- LECLERCQ Laurent et PROUIN Grégory, « Les dividendes de source française perçus par un assureur vie en unités de compte établi dans l'Union européenne doivent être soumis à la retenue à la source selon le « principe de la base nette » » (note sous CE, 11 mai 2021, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 383

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496042?init=true&page=1&query=438135&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496042?init=true&page=1&query=438135&searchField=ALL&tab_selection=all)

- LUNEAU Eric, « Pacte Dutreil : les écueils à éviter au regard de la jurisprudence en matière de responsabilité civile professionnelle », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Assujettissement à la TFPB d'une plateforme mobile de stockage faisant corps avec un immeuble » (concl. sur CE, 27 mai 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 393

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043546709?init=true&page=1&query=427933&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043546709?init=true&page=1&query=427933&searchField=ALL&tab_selection=all)

- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Exonération de TFPB en faveur des bâtiments agricoles : condition d'affectation exclusive des bâtiments d'une SCA à un usage agricole » (concl. sur CE, 27 mai 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 392

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043546724?init=true&page=1&query=436742&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043546724?init=true&page=1&query=436742&searchField=ALL&tab_selection=all)

● NAZON Romaric, « L'indissociabilité du pouvoir fiscal local et des impôts à base foncière », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 54

● NOUEL Christian et MARTIN Didier, « L'appréciation de la conformité à l'intérêt social après la loi PACTE et ses incidences sur le plan fiscal », *BMIS Joly*, 2021, n° 10, p. 55

● PELLET Rémi, Gouverner les finances publiques en régime d'état d'urgence : le faux « moment hamiltonien » de l'Europe, *RDP*, 2021, n° HS (octobre 2021), p. 161

● PÉRIN-DUREAU Ariane, « Le pacte Dutreil-transmission : vue d'ensemble », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● PEZET Fabrice, « « Le Dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème ». La problématique de la fiscalisation du gain de change (à nouveau) devant le Conseil d'Etat » (note sous CE, 13 septembre 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 396

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000044041319?init=true&page=1&query=443914&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000044041319?init=true&page=1&query=443914&searchField=ALL&tab_selection=all)

● PIERRE Jean-Luc, « Versement d'intérêts moratoires par l'Etat : conditions de ce versement dans la situation de remboursement d'une créance de crédit d'impôt recherche » (note sous CE, 11 mai 2021, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 394

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496047?init=true&page=1&query=441603&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043496047?init=true&page=1&query=441603&searchField=ALL&tab_selection=all)

● PISSALOUX Jean-Luc « Jurisprudence administrative », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 104

● POTTIER Xavier, « La théorie de la connaissance acquise et les demande de délais de paiement », *AJDA*, 2021, p. 2016

● RICHE Rosa, « Le dispositif Dutreil-transmission en tableaux et schémas. A jour des commentaires administratifs du 6 avril 2021 », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● ROUGIER Thomas et LAROCHE Nicolas, « Comment passer de données ouvertes à des données utiles en matières de finances locales . l'offre date.ofgl.fr », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 40

● ROUSSEAU Alice, « Fraude fiscale et justice pénale négociée », *AJ Pénal*, 2021, p. 493

● STERDYNIAK Henri, « Le néo-libéralisme au service du capital, analyses du budget 2022 », *Note des économistes atterrés*, 14 octobre

● TAILFER Arnaud « Affaire Sopra Steria : l'occasion d'une revue d'actualité de la fiscalité de l'innovation » (note sous CE, 18 juin 2021, 3 arrêts), *JCP, éd. E*, 2021 (7 octobre 2021, n° 40), n° 1447

● TANDEAU de MARSAC Silvestre, « Obligations et responsabilité des conseillers en gestion de patrimoine en matière de défiscalisation », *La revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 10, p. 18

● TANGUY François, « La gestion des RH à la DGFiP, d'une gestion administrative à une approche personnalisée et prospective », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 74



● THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juillet/septembre 2021) », *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 380

● TOULEMONT Betty et PERCHERON André, « Modalités de détermination de la valeur locative des EHPAD : une décision de principe discutable » (notes sous CE, 25 juin 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 385

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043704437?init=true&page=1&query=441377&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043704437?init=true&page=1&query=441377&searchField=ALL&tab_selection=all)

● VABRES Régis, « Réduction de capital ou distribution : le choix de la voie la moins imposée peut-il être abusif ? (à propos de CADF/AC, n° 2/2021, 14 janvier 2021, aff. 2020-29) », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 4

● WOLF Marc, « Pour une garantie universelle de revenu : éléments pratiques », *Gestion et Finances publiques* 2021, n° 5, p. 66.

● WOLF Marc, « Pour une garantie universelle de revenu : éléments pratiques » (texte complété de précisions documentaires et de développements de politique fiscale), *chronique n° 34 du blog de politique fiscal* sur le site de *Alternatives économiques*, 30 octobre 2021 :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2021/10/30/pour-une-garantie-universelle-de-revenu-elements-pratiques>

● ZACHAYUS Anna, « Le mirage de l'amortissement de la dette sociale repoussé au 31 décembre 2033 », *Gestion et Finances publiques*, 2021, n° 5, p. 59

\*\*\*

► **Rapports de la Cour des comptes (sélection, mis en ligne en octobre 2021)**

● Améliorer la gestion du service public de la justice (note mise en ligne le 21 octobre 2021) :

[https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-10/2021\\_1021-NS-Justice.pdf](https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-10/2021_1021-NS-Justice.pdf)

● Continuer à adapter le système de retraite pour résorber les déficits et renforcer l'équité (note mise en ligne le 21 octobre 2021) :

[https://www.ccomptes.fr/system/files/2021-10/2021\\_1021-NS-les-retraites.pdf](https://www.ccomptes.fr/system/files/2021-10/2021_1021-NS-les-retraites.pdf)

● Les universités à l'horizon 2030 : plus de libertés, plus de responsabilités (note mise en ligne le 21 octobre 2021) :

[https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-10/2021\\_1021-NS-Universites.pdf](https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-10/2021_1021-NS-Universites.pdf)

● Sécurité sociale 2021 (rapport mis en ligne le 5 octobre 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securite-sociale-2021>

► **Publications de la Cour des comptes européenne (sélection, mis en ligne en octobre 2021)**

- La performance comme critère de financement dans la politique de cohésion: on est encore loin du compte selon l'auditeur externe de l'UE (mis en ligne le 21 octobre 2021) :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21\\_24/SR\\_Performance\\_incentivisation\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_24/SR_Performance_incentivisation_EN.pdf)

- Perception des recettes de l'UE: les modifications proposées prennent la bonne direction, mais ne vont pas assez loin (mis en ligne le 2 octobre 2021) :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP21\\_02/OP21\\_02-Own-resources\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP21_02/OP21_02-Own-resources_FR.pdf)

► **Ouvrages, articles et études intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** mis en ligne en octobre 2021**

- « Pour un suivi de l'application de la LOLF » par D. MIGAUD, *RFFP*, n° 80, 2002 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/pour-un-suivi-de-lapplication-de-la-lolf-par-d-migaud-in-rffp-ndegree80-2002>

- « Les impôts locaux contre les impôts d'Etat, par P. SALIN, *RFFP*, n° 29, 1990 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/les-impots-locaux-contre-les-impots-detat-par-p-salin-in-rffp-ndegree29-1990>

► **SIGNALÉ : Gallica**, cette page (qui s'améliore régulièrement) renvoyant à des ouvrages anciens indispensables en finances publiques et droit fiscal :

<https://gallica.bnf.fr/html/und/droit-economie/finances-publique-et-fiscalite?mode=desktop>

► **Divers**

**FMI**

Rapport sur la stabilité financière dans le monde, octobre 2021 :

<https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2021/10/12/global-financial-stability-report-october-2021>

**OCDE**

- *Impôt sur les successions dans les pays de l'OCDE*, octobre 2021 , 168 p.

**France Stratégie (pour mémoire)**

- Comité d'évaluation du plan France Relance - Premier rapport (mis en ligne le 26 octobre 2021) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/comite-devaluation-plan-france-relance-premier-rapport>

- Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital – Troisième rapport (mis en ligne le 14 octobre 2021) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/comite-devaluation-reformes-de-fiscalite-capital-troisieme-rapport>

### ***Banque de France et BCE***

- *Le Bulletin de la Banque de France*, n° 237 : article 5 (1<sup>er</sup> octobre 2021)  
« Le patrimoine économique national en 2020 – Des évolutions contrastées entre le secteur public et les secteurs privés » :  
<https://publications.banque-france.fr/le-patrimoine-economique-national-en-2020-des-evolutions-contrastees-entre-le-secteur-public-et-les>

### ***AFT***

- *Bulletin mensuel*, n° 377, octobre 2021 :  
[https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/377-Bulletin%20mensuel%20octobre%202021.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/377-Bulletin%20mensuel%20octobre%202021.pdf)

### ***INSEE (pour mémoire)***

### ***Direction générale du Trésor (pour mémoire)***

### ***DGCT/Ministère des finances***

- Fiches de situation financière 2020 des collectivités locales en ligne (fin septembre 2021):  
[https://www.impots.gouv.fr/cll/zf1/accueil/flux.ex;jsessionid=137F21FDF88BB8B437C582F9DF9A3731?\\_flowId=accueilcclloc-flow](https://www.impots.gouv.fr/cll/zf1/accueil/flux.ex;jsessionid=137F21FDF88BB8B437C582F9DF9A3731?_flowId=accueilcclloc-flow)
- Bilan de la sixième génération de Contrats de Plan Etat-Régions (CPER) pour la période 2015-2020 (fin septembre 2021):  
<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/bilan-de-la-sixieme-generation-de-contrats-de-plan-etat-regions-cper-pour-la-periode-2015-2020>

### ***Comité de l'abus de droit fiscal***

- Avis rendus au cours des cinq premières séances de l'année 2021, *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 403

**Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre* de la SFFP**

**ISSN : 2608-5690**